

## «BOUTEFLIKA N'A PAS ENCORE RETIRÉ LES FORMULAIRES»

## L'aveu de Saâdani

**Le secrétaire général du Front de libération nationale a avoué, hier, que Abdelaziz Bouteflika n'avait toujours pas retiré les formulaires de souscription de signature. Amar Saâdani s'est astreint à une obligation de réserve pour s'interdire d'alimenter «la polémique politique» qu'il avait lui-même déclenchée en s'attaquant au chef des services de renseignement.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Saâdani s'est montré peu loquace, hier, à l'occasion de la rencontre avec les mouhafedhs et les responsables des comités de transition des Mouhafadhas.

Contrairement à ses sorties publiques précédentes, le secrétaire général du FLN n'a fait aucune annonce fracassante à la presse. Mais lors du huis clos avec les responsables des structures locales, il a lâché l'aveu suivant : «Le Président Abdelaziz Bouteflika n'a pas encore retiré les formulaires.» Une petite phrase qui vient démentir toutes les informations faisant état de lancement «de la campagne de collecte de



Saâdani n'a pas fait de déclaration fracassante.

signatures» en faveur d'un quatrième mandat.

A quinze jours de la fin de cette phase préliminaire, le Président sortant n'a pas encore mis les pieds à l'étrier. Néanmoins, Amar Saâdani n'a pas manqué d'insister auprès des mouhafedhs sur la nécessité de préparer activement la campagne électorale du «candidat du parti».

«Nous devons être prêts pour mener campagne en faveur du candidat du parti, Abdelaziz Bouteflika. Nous n'attendons plus que son feu vert.»

Selon lui, l'annonce officielle de candidature serait «imminente».

Sauf qu'hier, Amar Saâdani s'est plus concentré sur la gestion de la «polémique politique» qu'il avait lui-même déclenchée suite à une interview accordée au média électronique, *Tout sur l'Algérie*.

Le message politique «incrusted» dans la lettre de condoléances adressée au général Gaïd Salah suite à la catastrophe aérienne de Djebel Fertas, a servi de «bouée de sauvetage» au secrétaire gé-

ral du FLN. «Chacun de nous a fait sa propre lecture de la lettre du président de la République. J'estime ne pas être concerné par le message qu'elle contient. Mais nous prenons en compte le fond du message puisqu'il vient mettre un terme à la polémique politique qui sévit ces derniers temps. Nous avons donc décidé d'appliquer à la lettre les ordres du Président en évitant à l'avenir toutes déclarations visant à alimenter cette polémique», a-t-il déclaré.

La directive n°4, datée d'hier, précise qu'en vertu des

«ordres du président de la République, l'ensemble des instances nationales et locales du Front de libération nationale sont sommées de mettre un terme à la polémique politique. Toutes les interventions, déclarations et entretiens doivent verser dans le sens des questions d'ordre organique du parti et des préparatifs en cours pour l'organisation de la campagne électorale en faveur du candidat Abdelaziz Bouteflika».

Dans ce document, Amar Saâdani ne manque pas de rappeler le respect que voue «le Front de libération nationale à l'institution militaire».

Mieux, après avoir accusé, dans les colonnes de TSA, les militaires du Département du renseignement de la sécurité d'avoir «failli dans la protection et la sécurité du Président Mohamed Boudiaf, de Abdelhak Benhamouda, ni les moines de Tibehirine, ni les bases de pétrole dans le Sud, ni les employés des Nations unies en Algérie, ni le Palais du gouvernement» voilà que Saâdani se permet de menacer «les parties qui tentent de tirer profit de la polémique politique pour déstabiliser l'Algérie».

T. H.

## PRÉSIDENTIELLES

## Le lapsus de Yousfi !

Invité à exprimer la position de son organisation patronale, la Confédération générale des entrepreneurs algériens (CGEA) par rapport aux élections présidentielles du 17 avril 2014, Habib Yousfi qui se trouve être le numéro 2 du TAJ d'Amar Ghoul a eu cette réplique : «Pouvez-vous me dire qui sera le candidat ?»

Inutile de dire qui parle ici du candidat du système. Parce qu'au moins 70 hommes politiques ont déjà annoncé leur candidature, retiré les formulaires pour la collecte des signatures exigées et sont déjà en précampagne électorale. M. Yousfi, qui a animé une conférence sur le développement économique hier au Forum de *DK News*, a tenu à préciser que «les positions qu'il exprime au nom de la CGEA n'ont rien à voir avec celles du TAJ». Et ce, après avoir disserté sur les points de collision entre les sphères politique et économique. «Ce sont deux faces d'une même pièce de monnaie. On fait de la politique pour entretenir des intérêts économiques et vice-versa.», a-t-il conclu. Cet ancien du Ministère de l'armement et des liaisons générales (MALG), fin connaisseur des arcanes du sérail, ne veut, ainsi, pas engager ses pairs entrepreneurs, car autant qu'il sait que la réussite économique en Algérie est sujette au soutien politique dont on dispose, autant qu'il ignore les projets futurs de Bouteflika. Une situation inconfortable que partagent tous les chefs d'entreprise, à la CGEA, au FCE de Réda Hamiani ou encore l'UIA d'Abdelouahab Rahim.

Proche d'Amar Ghoul, dont le parti est un élément important dans l'équation des partisans du quatrième mandat et qui crie depuis plusieurs semaines que la candidature de Bouteflika ne fait l'ombre d'aucun doute, Yousfi n'arrive pas, non plus, à décrypter les signaux du Palais.

L. H.

## DEMANDE POUR UNE SESSION EXTRAORDINAIRE DU CC DU FLN

## Les pro-Belayat recourent à un huissier de justice

**Les membres du Comité central du FLN hostiles à l'actuel secrétaire général du Front tiendront-ils leur session extraordinaire mercredi et jeudi prochains à l'effet de destituer ce dernier et remettre le vieux Front sur le chemin de la «légalité», comme ils le soutiennent depuis la succession de Amar Saâdani à Abdelaziz Belkhadem ?**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - La tant nécessaire démarche administrative y afférente, ces frondeurs menés par Abderrahmane Belayat, l'ex-coordonateur du Bureau politique du parti, l'ont accomplie hier.

Mais cette procédure de demande d'autorisation pour la tenue de cette session extraordinaire du CC les 19 et 20 février prochains auprès de la DRAG de la Wilaya d'Alger, ne s'est pas faite d'une manière ordinaire puisqu'il a fallu la présence d'un huissier de justice.

C'est ce qu'on a appris hier en mi-journée auprès de Kassa Aïssi, ex-chargé à la communication au sein du vieux Front, un proche collaborateur de Belayat.

«Nous avons procédé, ce matin, en présence d'une vingtaine de membres du Comité central, de députés et de

membres du Conseil de la nation, accompagnés par un huissier de justice, au dépôt du dossier auprès des services de la Wilaya qui ont accusé réception», précise Aïssi.

Ce dernier a tenu à noter que le dossier y afférent a été actualisé avec une nouvelle réservation pour les 19 et 20 février au niveau de l'hôtel Mazafran.

A rappeler que l'ex-coordonnateur du bureau politique du FLN a vu la même démarche échouer à deux reprises.

La première fois, mercredi, le responsable de la réglementation de la Wilaya d'Alger avait demandé à Kassa Aïssi de compléter le dossier avec une nouvelle réservation de l'hôtel qui devait abriter la session extraordinaire du Comité central.

Ce que le groupe de Belayat fera le lendemain,



Belayat déterminé à tenir la session extraordinaire du CC.

jeudi, avec la fameuse nouvelle réservation d'hôtel pour les 19 et 20 février.

Mais il sera une seconde fois rabroué par le même service de la Wilaya d'Alger qui a exigé la signature du secrétaire général du FLN, Amar Saâdani, sur la demande d'autorisation.

Ce dont les frondeurs ne veulent pas entendre parler eux qui disent ne pas

reconnaître Saâdani comme secrétaire général du vieux Front.

Quelle suite sera réservée par les services de la DRAG de la Wilaya d'Alger à cette troisième demande ? Aïssi n'a pas voulu trop «s'aventurer» et s'est contenté de promettre d'en faire part une fois la réponse entre ses mains.

M. K.